

Turquie-Iran/Diplomatie

Escalade verbale entre Ankara et Téhéran sur la Syrie

AFP
Istanbul/Turquie

Au pragmatisme de ces derniers mois succède désormais une guerre des mots entre ces deux acteurs incontournables du conflit syrien.

LA Turquie a appelé hier l'Iran à "réévaluer sa politique régionale", poursuivant une guerre des mots entre ces deux acteurs incontournables du conflit syrien qui s'accusent mutuellement de déstabiliser le Proche-Orient.

Après plusieurs jours d'échanges acerbes, le porte-parole du ministère turc des Affaires étrangères a accusé l'Iran de "ne pas hésiter à renvoyer dans des zones de guerre des gens venus trouver refuge". "L'Iran devrait (...) réévaluer sa politique régionale", a ajouté Hüseyin Müftüoglu dans un communiqué publié mardi sur le site du ministère.

Rivaux historiques, Ankara et Téhéran ont développé ces derniers mois une coopération fondée sur le pragmatisme, parrainant ainsi, avec Moscou, une trêve qui, malgré des violations répétées, a permis de



Photo : AFP

Les présidents iranien Hassan Rohani (à gauche) et turc Recep Tayyip Erdogan en avril 2016 à Ankara. Le pragmatisme d'alors a cédé la place à l'hostilité.

réduire l'intensité des combats en Syrie.

Mais la Syrie cristallise les dissensions qui continuent de diviser l'Iran, poids lourd chiite qui soutient le président Bachar al-Assad, et la Turquie, majoritairement sunnite, qui soutient des groupes de l'opposition.

Au cours du week-end, le chef de la diplomatie turque Mevlüt Cavusoglu a accusé l'Iran de vouloir "transformer la Syrie et

l'Irak en (pays) chiites".

Quelques jours plus tôt, le président turc Recep Tayyip Erdogan avait évoqué, lors d'une tournée dans plusieurs pays du Golfe, le danger du "nationalisme persan".

En réaction à ces déclarations, Téhéran a convoqué lundi l'ambassadeur de Turquie pour lui transmettre la "protestation de l'Iran".

"Notre patience a des limites", avait déclaré peu

avant le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Bahram Ghassemi, qui a dénoncé des "propos non constructifs".

Ces échanges surviennent à quelques jours de négociations intersyriennes qui débutent demain à Genève pour tenter de trouver une solution à une guerre qui a fait plus de 310 000 morts et jeté des millions de Syriens sur les routes depuis 2011.

La Turquie et l'Iran ont tous deux des troupes au sol en Syrie et les observateurs estiment qu'une solution politique est difficilement envisageable sans un minimum d'entente entre les deux pays. Les deux pays sont également en désaccord au sujet de l'Irak, où Ankara voit d'un mauvais œil la participation de milices chiites soutenues par Téhéran à l'offensive pour reprendre Mossoul, bastion des jihadistes du groupe Etat islamique (EI).

"Il est très dangereux de faire entrer des milices chiites dans une ville dont la population est à 99% arabe et sunnite", a déclaré hier M. Cavusoglu.

Pour Ali Vaez, analyste au sein du groupe International Crisis Group, les deux pays voient l'autre comme une puissance qui tente d'élargir son influence régionale par l'intermédiaire de groupes locaux en Syrie et en Irak.

"A terme, la Turquie et l'Iran devront vivre avec les conséquences des conflits qui font rage autour d'eux", souligne M. Vaez. "Toute solution durable nécessitera un équilibre régional acceptable pour les deux" pays, ajoute-t-il.

A travers le monde

• **Azerbaïdjan/Politique. La Première dame nommée vice-présidente par son mari**



Photo : AFP

Le président azerbaïdjanais Ilham Aliev a nommé hier sa femme Mehriban Alieva au poste de vice-présidente, renforçant la mainmise de sa famille sur ce petit pays du Caucase du sud riche en hydrocarbures.

• **Espagne/Police. Tirs pour stopper un camion volé à Barcelone**

Les policiers ont dû tirer hier à Barcelone (nord-est de l'Espagne) sur un camion transportant du gaz butane pour arrêter son conducteur de nationalité suédoise, qui s'était engagé à contresens sur un boulevard périphérique, a-t-on appris auprès de la police régionale.

• **Israël/Justice. Un soldat condamné à 18 mois de prison pour la mort d'un Palestinien**



Photo : AFP

Un tribunal militaire israélien a condamné hier à 18 mois de prison le soldat Elor Azaria, accusé d'avoir achevé un assaillant palestinien blessé, point d'orgue d'un procès qui aura profondément divisé le pays. Les Palestiniens ont dénoncé comme trop "légère" cette peine.

• **Liban-France/Politique. Marine Le Pen : fin de visite sur une polémique**

Marine Le Pen, candidate Front national à la présidentielle française, a refusé hier, dernier jour de sa visite au Liban, de porter le voile pour rencontrer à Beyrouth le mufti de la République, estimant avoir été mise "devant le fait accompli" bien qu'elle ait été prévenue la veille.

• **Pakistan/Attentat. Sept morts dans l'attaque d'un tribunal**

Sept personnes ont été tuées dans l'attaque hier par des kamikazes d'un tribunal du nord-ouest du Pakistan, attisant la peur d'une nouvelle vague de terrorisme dans un pays déjà frappé par une série d'attentats-suicides la semaine dernière.

France-Grande-Bretagne/Présidentielle
Quand Macron rencontre May

AFP
Londres/Grande-Bretagne

LE candidat centriste à la présidentielle française Emmanuel Macron est arrivé hier en début d'après-midi au 10 Downing Street à Londres pour y rencontrer la Première ministre britannique Theresa May. A son arrivée, M. Macron a déclaré en anglais à la presse qu'il allait discuter de "la relation entre la France et le Royaume-Uni, du Brexit et d'autres ques-

tions bilatérales importantes".

M. Macron, qui selon les derniers sondages fait jeu égal avec le candidat de droite François Fillon pour la seconde place du premier tour de la présidentielle, devait s'adresser aux électeurs français de Londres lors d'un meeting en fin d'après-midi.

Quelque 3 000 personnes étaient attendues à ce rassemblement.

Un porte-parole de Downing Street a expliqué que la rencontre avec Mme May avait été demandée par M. Macron et "qu'un



Photo : AFP

Le candidat centriste à la présidentielle en France, Emmanuel Macron, arrivant hier au 10, Downing Street, afin de rencontrer la Première ministre britannique Theresa May.

large spectre" de sujets y serait abordé.

Aucun autre candidat à la présidentielle n'a encore exprimé le souhait de la voir, a-t-il ajouté, avant de préciser que la dirigeante conservatrice ne rencontrerait pas la candidate du Front national Marine Le Pen si elle en faisait la demande.

"Nous avons une longue tradition de ne pas entretenir de relation avec le Front national", a ajouté le porte-parole.

Environ 300 000 Français vivent au Royaume-Uni dont la majorité à Londres.

Etats-Unis/Immigration

La grande majorité des clandestins sont expulsables

AFP
Washington/Etats-Unis

Onze millions de personnes sont désormais ainsi dans le collimateur du département de la Sécurité intérieure.

LE département de la Sécurité intérieure américain a publié hier de nouvelles directives pour l'expulsion de sans-papiers, soulignant que presque tous les 11

millions de clandestins présents aux Etats-Unis étaient potentiellement expulsables.

Dans deux directives, le secrétaire à la Sécurité intérieure, John Kelly, a ordonné aux agents des douanes et de l'immigration d'expulser aussi rapidement que possible tous les clandestins qu'ils trouveraient dans l'exercice de leurs fonctions.

L'administration définit sept niveaux de priorité

pour les expulsions de clandestins, à commencer par ceux condamnés pour des délits ou des crimes. Mais la liste inclut aussi ceux qui sont simplement accusés de délits, et laisse à la libre appréciation des fonctionnaires l'évaluation du danger posé par un sans-papier à l'ordre public ou à la sécurité nationale.

Les directives maintiennent en revanche la protection accordée par le

président Barack Obama depuis 2012 aux sans-papiers arrivés enfants sur le territoire américain, dans le cadre d'un programme nommé DACA.

"A de très rares exceptions, le département n'exemptera aucune catégorie d'étrangers expulsables", explique l'administration. "Tous ceux qui ont violé les lois d'immigration peuvent faire l'objet de poursuites pouvant allant jusqu'à l'expulsion des Etats-Unis".

John Kelly, appliquant ainsi des décrets signés le 25 janvier par Donald Trump, a également mis en marche la construction du mur promis par le président américain pour compléter la frontière avec le Mexique.

L'embauche de 5 000 agents des douanes et 10 000 agents d'immigration doit permettre d'accélérer la répression promise contre l'immigration clandestine.